



## Maïdan : les dérives fascistes d'une « révolution » anti-russe

Par [Jean Géronimo](#)

Mondialisation.ca, 27 avril 2016

Région : [Russie et CEI](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#)

Analyses: [Ukraine](#)

« *Les Etats-Unis et l'Union européenne ont cherché à opérer en Ukraine une nouvelle "révolution de couleur" ».*

Sergueï Lavrov,

Moscou, 24 04 2014

Le spectaculaire recul européen du président ukrainien Viktor Ianoukovitch a été, pour Washington, le prétexte de son renversement en vue du contrôle d'un *État stratégique* de l'Eurasie post-communiste. Cette action concrétise son vieux rêve obsessionnel de la Guerre froide : le reflux de la puissance russe dans son espace historique.

Contrairement à la propagande médiatique visant à formater l'opinion publique internationale, Ianoukovitch n'a jamais remis en cause le rapprochement poursuivi sous sa présidence de l'Ukraine avec l'UE. Il a plutôt cherché à *rééquilibrer* sa position entre l'Europe et la Russie, jusque-là tournée vers le « rêve européen ». Dans ce but, il a voulu renégocié - de façon maladroite - l'Accord d'association et de libre-échange programmé le 23 11 2013 entre l'UE et l'Ukraine, car guère adapté à la situation désastreuse de son économie, tout en occultant ses liens étroits avec la Russie - qui contrôlait alors le tiers de son capital. Suite à une prise de conscience tardive et aux alléchantes propositions russes du 17 12 2013 - prêt de 15 milliards de dollars et réduction d'un tiers du prix du gaz - ce brusque revirement a achevé de décrédibiliser le « corrompu » Ianoukovitch, dont Poutine a d'ailleurs regretté la faiblesse. Poussé par ses extrêmes, le mouvement social s'est très vite politisé et a pris une tournure violente. Ainsi est née la « révolution » du Maïdan.

Nous allons nous interroger sur la nature de cette « révolution » sanctionnée par l'éviction de V. Ianoukovitch, au lendemain de l'accord (pourtant) *consensuel* du 21 février 2014 entre les acteurs en conflit et dont le respect aurait pu, en définitive, éviter la sanglante guerre civile dans le Sud-est.

Un putsch nationaliste, instrumentalisé par l'Occident

C'est sur la base de la *violation* de l'accord du 21 février, à la suite d'une douteuse « situation insurrectionnelle » - selon le terme de Jacques Sapir - organisée par des forces obscures sous bienveillance occidentale, que sera construit le samedi 22 février 2014 le

coup d'Etat contre Ianoukovitch. A ce jour, l'ONU - à l'instar du Conseil de l'Europe - dénonce le retard anormal de la justice sur les dérives meurtrières à Kiev et Odessa de ce putsch nationaliste, précipité par les forces fascisantes - voire « carrément nazies », selon J.M. Chauvier. Pour V. Poutine, les auteurs et le scénario de ce putsch sont parfaitement connus aujourd'hui : on sait « combien ils ont été payés, comment ils ont été préparés, sur quels territoires, dans quels pays, (et) qui étaient leurs instructeurs ». Ce putsch sera, après une courte transition politique, la condition permissive du couronnement présidentiel de P. Porochenko le 25 mai 2014, candidat pro-européen le plus apte à défendre les intérêts de l'administration américaine, du grand capital et des oligarques rentiers de l'Ouest ukrainien contre le « *danger communiste* ». Le rêve européen, sous verrou américain.

A terme, cette inflexion pro-européenne de l'Ukraine sera le catalyseur de son rapprochement avec l'OTAN, véritable relais de la diplomatie américaine, comme l'avait anticipé Zbigniew Brzezinski : « L'élargissement de l'Europe et de l'OTAN serviront les objectifs aussi bien à court terme qu'à plus long terme de la politique américaine ». Dans cette optique, sous pression américaine, Porochenko construira sa popularité - et sa stratégie - contre la « menace russe ». Le 14 septembre 2015, il confirme que la « menace numéro un est la Russie » et, par ce biais, justifie son appel à l'OTAN. Structurellement imprégnée depuis la Guerre froide, par la *doctrine Brzezinski* prônant le reflux de la puissance russe, l'administration américaine peut avancer ses pions - et ses bases - sur l'Echiquier eurasiatique.

L'objectif de Washington en Ukraine est d'empêcher le retour de l'influence russe en Europe et, surtout, de s'opposer à ses velléités de domination - qui, de facto, remettraient en cause son leadership hérité de la lutte anti-communiste. Ce principe de *veille stratégique* sur le continent européen a été souligné par H. Kissinger comme un élément clé de la politique américaine : « Depuis que l'Amérique s'est engagée dans la Première Guerre mondiale, en 1917, sa politique repose sur l'idée qu'il est de son intérêt géopolitique d'empêcher toute puissance potentiellement hostile de dominer l'Europe ». Cette préoccupation stratégique, au cœur de l'analyse de Brzezinski, justifie le maintien d'une atmosphère de Guerre froide réactivant - via une stratégie de désinformation - le mythe de « *l'ennemi russe* » en Ukraine. Elle explique le soutien américain à l'extension vers l'Est de l'espace néo-libéral européen et son intégration au bloc otanien, contre les intérêts russes.

Au final, cette configuration explique la détermination du commandant des forces alliées en Europe, Philip Breedlove, exprimée devant le Congrès américain en février 2016, à « contenir » la Russie et si besoin, à la « vaincre ». Inquiétant.

Une « révolution » fascisante, détournée contre Moscou

L'élimination politique d'un dirigeant pro-russe démocratiquement élu mais gênant, dans la mesure où il rejetait d'une part, la logique ultralibérale de l'Accord d'association et d'autre part, l'emprise excessive de l'austérité européenne sous contrôle du FMI, a été l'objectif fédérateur de la coalition anti-Ianoukovitch. A la base très hétérogène et formée d'opposants nationalistes - issus, en partie, de *courants néo-nazis* -, cette étrange coalition « révolutionnaire » a été *in fine*, soutenue puis aiguillée par les puissances occidentales sous impulsion américaine. « Washington a activement soutenu le Maïdan » a déploré Vladimir Poutine, le 16 octobre 2014 - hypothèse confirmée par l'aveu du 31 01 2015 de Barak Obama sur la chaîne CNN. Progressivement, poussée par une force irrésistible, cette curieuse « révolution » national-libérale de l'Euromaïdan s'est radicalisée, avec une chasse aux « ennemis » - russes et communistes - et des dérives politiques débouchant, à partir du

15 avril 2014, sur une terrible répression dans l'Est – avec, le 2 mai 2014, le honteux massacre d'Odessa. Une conséquence ultime de cette évolution a été l'émergence de lois de « décommunisation », conduisant à l'interdiction du Parti communiste ukrainien le 24 juillet 2015 et, par ricochet, à la *sacralisation* des vieux héros nationalistes collaborationnistes liés à la Waffen SS. Troublante révision de l'histoire ukrainienne, favorisant la renaissance d'idéologies nazies portées par de redoutables groupes paramilitaires. Choquant.

Tendanciellement, la « révolution » kiévienne s'inscrit dans le prolongement des « *révolutions colorées* » de nature néo-libérale, ciblant l'espace post-soviétique dans les années 2000 et visant à installer des dirigeants pro-occidentaux proches de Washington, donc facilement manipulables. La généralisation inconsciente de ce type de stratégie « révolutionnaire » au Moyen-Orient a été dénoncée le 20 décembre 2015 par Jeffrey Sachs, conseiller spécial du secrétariat général de l'ONU : « (...) les Etats-Unis doivent cesser les opérations secrètes de la CIA visant à renverser ou à déstabiliser les gouvernements dans différents points du globe. » Le déroulement du *scénario ukrainien* donne l'impression d'une mécanique politique parfaitement huilée, sous l'œil avisé de l'ambassade américaine – superviseur de la progression « révolutionnaire ».

Le rôle des organisations gouvernementales et non gouvernementales étrangères, ainsi que l'ingérence surprenante des dirigeants occidentaux (J. Kerry et C. Ashton) ont été, une fois de plus, décisifs – avec les obscurs *snipers* du Maïdan – dans la construction du « point critique » provoquant la déstabilisation du pouvoir et la réussite finale de cette *mise en scène* révolutionnaire. Il ne fait plus aucun doute aujourd'hui que ces snipers sont liés à l'opposition radicale anti-Ianoukovitch et ont été intégrés – avec les milices *brunes* – dans la stratégie de déstabilisation du régime pro-russe. Avec, aussi, une pression « démocratique » anti-russe impulsée par le duo NEID-USAID (1) – vecteur de toutes les « révolutions » post-soviétiques – via un soutien dollarisé à l'opposition ukrainienne et à la propagande occidentale, pour renforcer la « société civile ». En forte hausse, ce soutien est désormais intégré dans le budget américain en vue de financer la stratégie de « dissuasion » de la Russie sur l'espace eurasien – dépenses quadruplées dans le projet budgétaire de 2017 –, dans le cadre d'un nouveau type de *guerre hybride*.

Au final, par le *soft power*, il s'agit d'éradiquer les valeurs soviétiques et la menace communiste symbolisée par le « dictateur » Poutine resté, selon l'étrange croyance occidentale, un « homo-soviéticus » aspirant à restaurer l'Empire. Délirant.

L'avancée de l'OTAN, en zone post-soviétique



Dans ce cadre de montée des tensions américano-russes, le retour de la Crimée dans le giron russe peut s'expliquer comme une tentative de Moscou de garder un *avant-poste stratégique* face à l'avancée provocante de l'OTAN dans l'espace post-soviétique, sa proche périphérie définie comme son *glacis sécuritaire*. Autrement dit, la Crimée peut être considérée comme un « coup stratégique » réalisé par V. Poutine sur l'Echiquier eurasien pour y préserver ses positions et défendre ses intérêts nationaux, menacés par l'inflexion anti-russe de la diplomatie européenne. Ce coup *gagnant* a été

rendu possible par l'extrême maladresse occidentale à l'origine du putsch nationaliste, offrant l'opportunité au président russe – via le référendum du 16 mars 2014 – de reprendre la Crimée et, par ce biais, effacer « l'erreur historique » de Khrouchtchev en 1954.

Pour Poutine, il ne fait aucun doute que l'OTAN sous verrou américain reste fidèle à son vieil objectif de la Guerre froide de renforcer sa supériorité militaire pour infléchir *l'équilibre stratégique* en Eurasie. Dans le but de justifier cet objectif et « donner sens » à son existence, l'OTAN s'est construit en Ukraine un « ennemi » a affirmé, le 14 avril 2016, le chef de la diplomatie russe, S. Lavrov. Pour certains Etats de l'ancien bloc soviétique, l'OTAN serait devenue, selon H.C. d'Encausse, « (...) une alliance destinée à les protéger de la Russie, suspectée d'ambitions néo-impériales ». Cela explique, sans doute, l'extension considérable des installations de l'Alliance dans la périphérie européenne de la Russie qui serait, selon Washington, justifiée par son « ingérence » en Ukraine. Pourtant, l'avertissement du Kremlin, lancé le 23 septembre 2015 par son porte-parole Dmitri Peskov est clair : « Toute avancée de l'Alliance vers nos frontières nous contraindra à adopter des contre-mesures pour assurer notre sécurité nationale ». La Russie, sur la défensive.

Le 20 mai 2015, cette forme de *paranoïa anti-russe*, médiatiquement entretenue par la désinformation – information partielle ou mensongère –, a été illustrée par le discours alarmiste du chef du Conseil de sécurité nationale et de défense ukrainien, Alexandre Tourtchinov : « La menace pour le monde qui émane aujourd'hui de la Russie demande une réaction adéquate et des actions fortes ». Cette demande semble avoir été entendue puisque, le 23 juin 2015, le ministre de la défense américain, A. Carter, a confirmé l'installation « temporaire » d'armes lourdes en Europe centrale et orientale, en réponse aux « provocations russes » – en violation de l'Acte fondateur OTAN-Russie, signé le 27 mai 1997. Début février 2016, Carter a annoncé la multiplication par 4 de l'aide américaine à ses alliés européens en 2017, suite à « l'agression russe en Europe de l'Est ». Pour H. Kissinger, l'OTAN garde sa fonction historique anti-russe, centrée sur la protection de l'Europe : une « police d'assurance contre un nouvel impérialisme russe ». Aujourd'hui, les dépenses militaires de l'OTAN (800 milliards de dollars) sont 11 fois plus élevées que celles de la Russie (70 milliards de dollars) et, pour cette raison, créent une dangereuse asymétrie. Cette *pression psychologique* surréaliste contre la Russie a, de facto, réactivé son *instinct de survie* structuré sous le soviétisme contre l'axe OTAN-USA.

Au final, en dépit de la récession économique – sanctionnée par le recul de 3,8% du PIB en 2015 –, Poutine a confirmé pour 2016 la poursuite de l'effort militaire « défensif » de la Russie, via une hausse de son budget. Les vieux réflexes, de retour.

Kiev, pivot de l'Echiquier



La crise kiévienne reflète une sorte de partie d'échecs entre américains et russes, à travers l'opposition *néo-idéologique* entre axes euro-atlantique et eurasien, dont l'Ukraine serait une pièce décisive – le « pivot ». En faisant de l'Ukraine une « bombe géopolitique » (2) à retardement, cette configuration stratégique a justifié le renforcement est-européen de l'OTAN pour « résister à la pression de la Russie » selon l'aveu, début mars 2016, du secrétaire général de l'Alliance, Jens Stoltenberg.

Le 17 mars 2016, A. Carter définira la Russie comme la première « menace globale » pour les Etats-Unis.

Jean Geronimo,

Grenoble le 27 avril 2016

(1) La déstabilisation politique des régimes pro-russes s'appuie sur des relais d'apparence démocratiques comme les structures américaines gouvernementales (USAID) ou non gouvernementales (NED). National Endowment for Democracy (NED) est une fondation privée, à gros budget, largement financée par le Congrès des Etats-Unis et irriguant une multitude d'ONG pour promouvoir la démocratie dans le monde. United States Agency for International Development (USAID) reçoit sa direction politique du Département d'État et vise à promouvoir le cadre démocratique et équilibré du développement dans le monde. Elle intervient pour promouvoir les objectifs - et les valeurs - de la politique étrangère américaine. Une forme de « quatrième pouvoir », catalyseur des « révolutions colorées ».

(2) Geronimo Jean (2015) : « Ukraine : une bombe géopolitique au cœur de la Guerre tiède », Préface J. Sapir, éd. Sigest.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca  
Copyright © [Jean Geronimo](#), Mondialisation.ca, 2016

Articles Par : [Jean Geronimo](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)